

Avis adopté à la séance plénière du 7 juillet 2020

Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020

Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

Jean Grosset : « Le titre du rapport sur l'état de la France est intéressant, parce qu'« un nouveau cap », c'est une volonté politique. Et nous répondons complètement à la mission : c'est un rapport sur l'état de la France dans la situation critique inédite que nous connaissons.

Cet avis reste lucide, conscient de la gravité du moment sans céder aux exagérations.

Avec raison, le texte qui nous est proposé rappelle que des difficultés économiques sociales et environnementales existaient dans le monde et dans notre pays. La crise a rendu plus aiguë encore tous les dysfonctionnements et les inégalités.

Il était utile de souligner comme vous le faites la forte émergence des questions structurelles. Cela a été rappelé par plusieurs intervenants avant moi :

- Sortie de crise au service de la transition écologique ;
- Enjeux de la formation et de l'éducation. Permettez-moi une petite parenthèse sur l'éducation : au-delà de questions pédagogiques, importantes, la priorité c'est que les élèves retournent à l'école ;
- Organisation des solidarités intergénérationnelles ;
- Les services publics dont l'éducation ;
- La démocratie représentative.

Je partage le titre construction d'un projet collectif car il est vital que les mesures de sortie de crise soient coconstruites et partagées.

Nous abordons la question de la dette, c'est une question centrale qui encadre les conditions de la reprise, le scénario monétisation de la dette par la BCE paraît le plus adapté.

Pour tenir le cap investissement et modèle social cette conception du traitement de la dette évite une austérité récessive...

Pour, l'anticipation des crises, vous listez les conditions nécessaires, recherches, santé, service et fonction publique mais la première condition c'est de considérer que la France dans l'Europe peut le faire et qu'on se donne les moyens pour.

La relance de l'économie par l'investissement est à sa place, intégrant une politique industrielle, et une politique de relocalisation ...

L'avis couple cette relance avec la nécessité d'une assurance chômage qui réponde à la situation et du maintien de l'activité partielle.

Le focus sur les jeunes s'explique de lui-même une génération confrontée sur tous les sujets à une crise qui engendre pour eux rupture et précarité.

Le chapitre écologie active rappelle l'urgence climatique associée aux propositions des CESER pour la décentralisation construite avec les territoires.

Le travail en direction des pouvoirs publics partagé par de nombreuses organisations du CESE est fait. Je voterai cet avis. »

Frédéric Boccara : « Votre rapport sur l'état de la France est stimulant mais contradictoire : l'analyse des causes de la crise économique est discutable – on ne veut pas voir que la crise a commencé avant la Covid qui est en a été un révélateur et un catalyseur, on ne veut pas voir la montée de suraccumulation financière – l'analyse des enjeux est partielle. Mais le repérage des écueils est à saluer et vous énoncez plusieurs bonnes préconisations.

Ces préconisations :

- Assurance chômage : « Suspendre la réforme entrée en vigueur en novembre 2019 » ;
- Protection sociale « Les impacts de la crise sur son financement ... ne devront pas avoir pour effet de porter atteinte à celle-ci » ;
- Vous mettez en garde contre « une relance économique indifférenciée » ;
- Vous dénoncez « les dangers d'une austérité récessive » et la « dégradation du "pacte social" » ;
- Vous appelez à une « Europe plus coopérative », à une « coopération industrielle » et à la révision du pacte de stabilité et de croissance... Mais, ceci dit, que faire de l'orientation actuelle de concurrence libre et non faussée, et pro-finance, qui prévaut ?
- Vous dénoncez les « fusions et fermetures d'hôpitaux publics » et la « pénurie de personnel » comme la « démographie médicale déséquilibrée », « des EHPAD sous-médicalisés » ;
- Vous appelez à « moins d'inégalités pour une société moins vulnérable » ;
- Vous appelez à « la sécurisation de l'emploi » et à « une réflexion de fond sur le contrat de travail et sa protection, plus que jamais nécessaire en lien avec la sécurisation des revenus » et avec la formation.

Je prends.

Vous appelez, enfin, à deux renouveaux : Renouveau démocratique, Renouveau des services publics.

Mais surtout, ce qui donne de la cohérence, vous ouvrez des pistes de financement audacieuses.

D'une part « Une monétisation de la dette publique par la BCE (...) afin de permettre les investissements indispensables (...) en faveur de la transition écologique [si urgente] et de la sécurisation des emplois ».

D'autre part, « mettre la création de monnaie au service de l'économie dite "réelle" ». Ce qui est cependant un peu flou...

Et vous proposez un « soutien aux entreprises » mais sur des critères environnementaux, sociaux et économiques.

Enfin, vous insistez pour une fiscalité plus progressive, en interrogeant la TVA, et sur l'évitement fiscal des grandes multinationales.

Ces préconisations ouvrent vers un ensemble de travaux ultérieurs nécessaire de la part du CESE pour, comme votre titre le dit : « Se donner un nouveau cap ». Ceci complété par les préconisations et analyses des différentes sections de notre assemblée sur leurs propres domaines de compétence et ceux des CESER donne un avis dont les préconisations peuvent utilement contribuer à pousser la réflexion pour le changement profond dont notre société a besoin. Mais qui ne vient pas... Le vieux monde est là et résiste. Avec sa logique !

Je voterai pour votre avis.

Alors, où est la contradiction annoncée ? C'est l'absence d'institutions nouvelles !

Pas de pouvoirs nouveaux face aux forces qui s'opposent à tout cela : les marchés financiers et leur logique, symbolisée par BlackRock. La rentabilité financière maximale qui saisit l'activité des entreprises et même des hôpitaux. Celle- là même qui a amené François Mitterrand, entre autres, à tourner le dos à son ambition de « changer la vie », celle-là même que dénonçait le premier de Gaulle en se dressant contre « tous les conformismes ». Ces forces contre lesquelles le fameux Conseil national de la résistance faisait serment de lutter.

C'est pourquoi, il ne faut pas seulement soutenir les entreprises, mais changer leur comportement, la logique qui les domine. De même pour les banques ! La domination du grand capital et de sa logique sur toute notre vie sociale doit être mise en cause.

C'est pourquoi il faut, dépasser le keynésianisme et donner priorité aux capacités humaines et à l'emploi, base d'une nouvelle production écologique, d'une offre réelle, s'appuyer sur le monde du travail et de la création, sur la créativité des travailleurs.

Comme pour toute sortie de crise, il faudra bien que tous les travailleurs, ceux qui se sont battus pour tous obtiennent des pouvoirs et droits nouveaux, comme les sans-culottes des armées de l'an II ont conquis la pleine citoyenneté, comme les hoplites athéniens défendant leur cité, ont obtenu des pouvoirs nouveaux. Des pouvoirs nouveaux démocratiques sur les grandes entreprises et leur gestion, des pouvoirs sur les banques et le crédit bancaire, des droits à l'émancipation et à l'emploi dans la sécurité. Tel est l'enjeu qui nous est posé. C'est le sens de l'histoire. »